



le travail

du permanent

VOL. 3 NO. 23

INFORMATION

30 JUIN 1967

Le règlement de deux grèves dans le secteur du bâtiment et du bois

Les travailleurs de la construction de Sorel ont dû faire la grève du 13 avril au 22 mai dernier. Les négociations avaient commencé le 1er décembre 1966. Point important: lors de ces négociations, les membres de la FTQ ont été, pour la première fois, nommés co-signataires au décret de Sorel par le gouvernement: il était essentiel de trouver une formule de sécurité syndicale étant donné qu'il existait un monopole syndical CSN dans cette région.

Au chapitre des salaires, le nouveau décret accorde maintenant les salaires de Montréal aux travailleurs de la construction industrielle et à ceux des contrats de plus de \$125,000. Les travailleurs de la construction domiciliaire ont obtenu 90 pour cent des taux de Montréal, ce qui représente pour eux une augmentation variant entre \$0.60 et \$0.90 l'heure.

Les vacances seront maintenant payées à 7 pour cent et il y aura au moins une semaine fermée à la fin du mois de juillet. Les sommes versées pour les vacances le sont au Comité paritaire qui doit les remettre aux travailleurs au moins deux semaines avant qu'ils prennent leurs vacances.

Les heures de travail sont maintenant de 40 heures par semaine dans la construction industrielle et de 44 heures dans la construction domiciliaire. Le temps supplémentaire dans la construction industrielle est payé de la façon suivante: les deux premières heures à temps et demi et les autres heures à temps double; le samedi avant-midi: temps et demi; le samedi après-midi et le dimanche: temps double.

La sécurité sociale est payée par les deux parties à raison de chacune \$0.50 l'heure; un comité a été formé pour étudier l'application du plan. Quant à la sécurité syndicale, elle est la même qu'à Montréal: chaque travailleur adhère au syndicat de son choix, mais il doit être syndiqué. Enfin,

dernier avantage obtenu: les soudeurs ont droit à une prime variant entre \$0.40 et \$0.65. Ce contrat doit se terminer le 31 mars 1969.

Maki Corporation, Maniwaki

Les 250 employés de Maki, à Maniwaki — usine de contre-plaqué appartenant à la SGF — ont dû faire, pour leur part, une grève qui a duré du 25 avril au 6 juin. Il s'agissait pour eux d'un premier contrat. Ce syndicat a été accrédité le 7 décembre et les négociations ont commencé le 20 décembre.

Le règlement de la grève leur accorde la formule Rand pour ce qui est de la sécurité syndicale, l'étiquette syndicale, et d'excellentes clauses d'activités syndicales: 15 jours par année par employé pour assister aux congrès, etc. trois membres payés lors de négociations directes, et la reconnaissance des agents de griefs qui ont le droit de discuter sur les heures de travail sans perte de salaire.

Au point de vue sécurité, hygiène et bien-être, les employés ont obtenu la même clause que chez Dominion Ayers: un comité de six membres chargé de régler ces cas et s'il n'y a pas entente, droit à l'arbitrage avec un ingénieur industriel. Dans le cas de "travail dangereux": le travail est arrêté et les employés sont payés pour le temps que durent les réparations. S'il y a accident de travail, l'employé est payé pour la journée de l'accident.

Le temps supplémentaire est payé à taux et demi après les heures journalières et le samedi, et à taux double le dimanche; les fêtes sont payées à taux et demi plus la fête. Rappel au travail: quatre heures minimum ou à taux et demi, selon que l'un est plus avantageux que l'autre. Indemnité de présence: trois heures garanties.

Le nouveau contrat accorde aux employés une rétroactivité de \$0.15 l'heure pour toutes les heures travaillées entre le 1er janvier et le 25 avril 1967.

De plus, ils recevaient \$0.15 d'augmentation au 6 juin 1967; ils recevront ensuite \$0.10 au 6 juin 1968 et \$0.10 au 6 juin 1969. Les salaires de base payés avant la grève étaient de \$1.10 pour les femmes et de \$1.35 pour les hommes. Les primes sont, au 6 juin 1967, de \$0.06 le soir et de \$0.11 la nuit, et au 6 juin 1968, de \$0.07 le soir et de \$0.12 la nuit. Il n'y en avait aucune auparavant.

Ces travailleurs avaient droit, avant cette première convention à cinq jours fériés par année; ils en ont obtenu sept à la signature et huit l'an prochain. Les vacances de ceux qui sont à l'emploi de Maki depuis moins d'un an leur sont payées à 2 pour cent à raison d'une demi-journée par mois d'emploi; le régime est ensuite le suivant: de un an à trois ans — une semaine payée à 2 pour cent; de 3 ans à 5 ans — deux semaines payées à 4 pour cent; 5 ans et plus — deux semaines à 5 pour cent. Enfin, il y a au moins deux semaines fermées entre le 24 juin et la Fête du travail. Cette convention prendra fin le 31 décembre 1969.

Nouveau vote

La Cour Suprême du Canada vient de refuser au local 137 des Ouvriers Unis du Textile d'Amérique le droit d'en appeler devant elle des décisions des tribunaux du Québec concernant la tenue d'un nouveau vote parmi les employés de Cleyne & Tinker de Huntingdon.

À la suite de cette décision de la Cour Suprême qui a été rendue lundi le 19 juin, la CSN a immédiatement envoyé une requête à la CRT demandant que le vote soit fixé le plus rapidement possible, à une date rapprochée. Cette date n'a pas encore été fixée.

Le bien-être social et la prochaine décennie

L'avenir dépasse l'entendement

A Toronto, du 20 au 23 juin dernier, se tenait l'assemblée annuelle du Conseil Canadien du Bien-Etre et une conférence spéciale sur la politique du bien-être social au Canada. Le conférencier invité à parler lors du banquet d'ouverture était M. Robert Theobald, qui a intitulé sa conférence: "Le bien-être social et la prochaine décennie". M. Theobald est un socio-économiste anglais qui se spécialise dans les questions de cybernétique. Né et élevé aux Indes, il a fait ses études à Cambridge et Harvard. Il a publié plusieurs livres auxquels il fait référence, d'ailleurs, dans son texte.

Sa conférence a choqué, amusé, fait sourire ou satisfait, selon le cas, les participants à la Conférence canadienne. Le moins qu'on puisse dire c'est que cet homme a prononcé là une conférence qui dans dix ans semblera sans doute très ordinaire. Sa vision de la vie de l'avenir est particulièrement intéressante et les solutions qu'il propose aux problèmes qui ne manqueront pas de se présenter à la société au cours de la prochaine décennie, sont très avancées.

Dans ce numéro, nous vous présentons la première partie de la conférence de M. Theobald. On remarquera sans doute qu'il s'agit d'une traduction qui n'est pas toujours heureuse. Dans le prochain numéro d'"information", nous vous présenterons la deuxième partie de la conférence de M. Theobald qui comprend notamment les solutions qu'il propose.

Vous m'avez demandé de parler des problèmes et des questions de la prochaine décennie. Votre demande nous plonge inévitablement, dès le départ, dans l'in vraisemblable car il n'est pas de propos vraiment pertinents au sujet de la prochaine décennie qui ne paraissent nécessairement invraisemblables. Le seul moyen de ne pas s'écarter apparemment du vraisemblable, c'est de ne pas parler à l'encontre d'une sagesse classique déjà vêtue.

Mes paroles ont peut-être l'air outrées, mais j'estime, au contraire, qu'elles expriment de façon on ne peut plus modérée les réalités actuelles. Il y a moyen de le démontrer du point de vue théorique et en fonction des faits de la dernière décennie. Irving Kaplan,

ce psychologue qui s'est beaucoup préoccupé des répercussions de l'informatique, a fait le point de la situation nouvelle dans les termes suivants:

"L'accélération du progrès technique... implique trois choses intéressantes pour l'avenir, chacune étant de nature tout à fait radicale.

La première... c'est que le rythme du progrès technique du proche avenir dépasse l'entendement des esprits qui pensent en fonction des concepts contemporains. Si cette première chose est juste, nous ne nous écarterions guère de la vérité en prédisant que les 20 prochaines années verront beaucoup plus de progrès technique que les 2 millions précédentes.

La seconde... c'est que le progrès technique va ralentir. Le ralentissement tiendrait soit à l'épuisement du potentiel technologique, soit à la réalisation d'un niveau tellement élevé de technologie que la culture serait gorgée du produit technologique et que la société changerait ses valeurs.

La troisième, ce serait un événement catastrophique telle qu'une épidémie d'énormes proportions, un fait astronomique destructeur ou une guerre assez destructrice pour anéantir l'industrie et la technologie de la nation ou du monde."

Kaplan conclut que "chacune de ces possibilités est tellement étrangère à l'expérience contemporaine qu'elle pose un problème de crédibilité aux gens. Quelle que soit l'orientation que prenne le progrès à partir d'aujourd'hui, elle sera dramatique."

Un bilan

Parce que les vues de Kaplan se situent à un haut degré d'abstraction, il est peut-être bon d'examiner le bilan des dix dernières années pour voir si les faits récents doivent légitimement se qualifier d'incroyables. J'exerce maintenant mon activité en Amérique du Nord depuis dix ans moins deux mois. Six mois à peu près après mon arrivée en Amérique, J.K. Galbraith a publié son livre intitulé *The Affluent Society*. D'après Galbraith, la répartition des ressources était grossièrement fautive: beaucoup trop d'argent allait à la consommation privée et beaucoup trop peu au secteur public. Le livre de Galbraith était pure hérésie au moment de sa parution; aujourd'hui, cha-

cun y souscrit. Nous ne discutons plus au Canada ni aux Etats-Unis la nécessité de consacrer plus d'argent au secteur public. Les questions qui se posent sont les suivantes: comment faut-il réunir les fonds? comment faut-il répartir les fonds limités?

La seconde percée est intervenue dans le domaine de la pauvreté. On l'attribue souvent au livre de Michael Harrington, *The Other America*, mais il me semble que c'est là méconnaître l'oeuvre d'une foule de personnes et d'organismes qui ont cherché à éveiller la société à la réalité constante du problème de la pauvreté. Quoi qu'il en soit, c'est le livre d'Harrington qui a attiré l'attention du président Kennedy et qui a été la cause prochaine de la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, on ne discute plus vraiment la nécessité de mesures spéciales destinées à aider ceux qui sont les moins capables de s'aider eux-mêmes. La question est de savoir combien d'argent on peut y consacrer et quelles méthodes y employer.

Le troisième changement n'est qu'en train de s'opérer, mais tout indique qu'il se fera une percée dans l'avenir prévisible. Edward Bellamy a proposé en 1887 d'assurer un revenu garanti à chaque citoyen à titre de droit naturel. Le public a oublié cette idée jusqu'au jour où je l'ai ranimée dans mon livre *Free Men and Free Markets*. En moins de cinq ans, l'idée s'est transformée de trop outrée pour la plupart des penseurs — y compris les radicaux — en des plus ordinaires pour ceux qui croient qu'un changement fondamental s'impose.

Nos vues ne sont plus stables

Le déroulement de l'histoire a donc pour effet d'arranger les questions qui ont déjà semblé insolubles. Combien parmi nous se souviennent réellement qu'il semblait impossible il y a à peine dix ans d'éveiller la société aux besoins du secteur public? Combien se souviennent qu'il y a tout juste cinq ans il fallait encore soutenir que les pauvres avaient besoin d'une attention spéciale à cause de leurs problèmes spéciaux. Combien se souviennent qu'il y a trois ans à peine c'était courageux, sinon insensé, de parler de la possibilité d'un revenu garanti au bénéfice de tous les citoyens?



Il s'est produit tellement de changements dans nos vues sur la socio-économie depuis dix ans que nous ne croyons plus que nos vues soient stables dans l'avenir. Nous apprenons à accepter l'idée que notre abondance grandissante de biens matériels et notre capacité croissante de produire sans le labeur humain exigeront de nouveaux cadres sociaux et économiques. En fait, le changement le plus profond de la dernière décennie sera peut-être que nous ne croyons plus qu'il soit hérétique de proposer d'apporter des transformations à notre système socio-économique.

Si cela n'est plus hérétique, pourquoi donc ai-je commencé ma conférence en parlant d'inévitable invraisemblance. C'est parce que, même si nous en sommes venus à reconnaître la nécessité de transformation socio-économique, nous ne sommes pas encore prêts à accepter des changements dans nos vues sur la nature de l'homme; or, c'est là le domaine où il faudra le plus changer et développer les choses au cours de la prochaine décennie.

Nous devons créer un système

Nous sommes engagés dans une nouvelle entreprise qui exige que nous apprenions à regarder vers l'avenir. Dans le lointain passé, l'homme vivait et mourait selon la sagesse de ses ancêtres; si cette sagesse cessait de s'appliquer aux conditions nouvelles, l'homme disparaissait de la terre. Dans le passé récent, nous avons cherché à comprendre les conditions qui nous entouraient et à adapter notre système à cette réalité. Nous ne faisons que commencer à sentir que nous devons créer un système socio-économique qui facilitera l'éducation de nos enfants et petits-enfants en vue des conditions dans lesquelles ils vivront.

(Il importe peut-être ici que je mentionne que j'ai délibérément exclu de mon analyse la moins invraisemblable des possibilités indiquées par Kaplan. Il me semble immensément probable à moi, d'après les gestes que nous posons à l'heure actuelle, que nous allons détruire la capacité d'habiter cette planète bien avant la fin du siècle. Si cette menace se réalise, elle détruira probablement d'abord tous les éléments favorables à la possibilité d'une vie facile et indiqués plus haut et elle supprimera ensuite toute vie. Je vais écarter cette possibilité durant ma conférence afin d'examiner avec vous le minimum que nous devons faire afin d'éviter la destruction totale.)

Comme je l'ai dit, je suis convaincu que les changements les plus nécessaires sont des transformations à apporter à nos vues sur la nature et la

finalité de l'homme. Nos institutions et nos valeurs actuelles se fondent sur une thèse des plus simplistes selon laquelle l'homme n'est mu que par des sanctions positives et négatives — le fouet et la carotte — et que toutes les mesures qui tendent à supprimer la menace du fouet et la promesse de la carotte contribuent à amener l'effondrement de la société. (C'est là, bien entendu, ce qu'entend l'économiste quand il parle de la nécessité qu'il y ait toujours des stimulants.)

Le travail paraît plus plaisant

Cette vue des choses est actuellement mise en doute par des gens qui sont à la pointe de la plupart des disciplines; elle l'est peut-être le plus directement par la psychologie moderne. La théorie psychologique moderne pose en principe que l'homme cherchera à se réaliser s'il possède les moyens de répondre à ses besoins particulièrement essentiels. Il est peut-être bon de faire voir les conséquences et les possibilités qui découlent de cette nouvelle vue des choses en parlant d'un sujet qui intéresse directement la plupart d'entre vous: le bien-être social. Si l'on croit que seules les sanctions positives et négatives font agir l'homme, il faut alors maintenir l'appareil social actuel qui se fonde encore sur l'esprit de l'assistance publique et qui cherche à contraindre l'homme à gagner sa vie en lui rendant l'existence tellement désagréable que le travail lui paraît plus plaisant. Si, d'autre part, l'homme est amené à vouloir se réaliser à mesure que ses besoins immédiats sont satisfaits, alors le bien-être social actuel est le facteur même qui l'empêche de réaliser ses possibilités et de contribuer à répondre aux besoins de la société.

En somme, tout le débat sur les répercussions de la science et de la technologie en vient à tourner autour du fait que l'homme a besoin d'une identité personnelle et d'un but pour décider comment les possibilités énormes qui sont accessibles à lui et à la société en général, du fait de notre puissance grandissante, doivent s'employer. Ainsi, par exemple, un volume dont je viens de préparer la publication et intitulé *Technology** en est venu à se centrer sur cette question. Le volume dit que l'homme doit en arriver à mieux comprendre ce qu'il est, sa personnalité, ses buts et ses aspirations dans l'époque nouvelle qui vient parce qu'il ne survivra pas s'il n'est qu'un simple rouage dans la massive machine socio-économique.

C'est là une vue, certes, toute contraire à celle que nous avons héritée

du XIXe siècle qui met l'accent sur un processus de décision bureau cratique bien ordonné où chaque individu peut être parfaitement assimilé à une classe ou un groupe et où peuvent s'oublier les idiosyncrasies personnelles. Or, notre compréhension grandissante de la cybernétique — la science des communications et du contrôle — vient appuyer les théories psychologiques modernes plutôt que les vues bureaucratiques du XIXe siècle.

Dans cette société nouvelle, où l'homme s'efforcera de se réaliser parce qu'il lui sera possible de répondre à ses besoins inférieurs, quels sont les changements qui s'imposeront ?

Ce qu'il faudra changer

En premier lieu, nous pouvons clairement sentir qu'il faut mettre fin, d'une part, aux situations privilégiées et à la licence, et, d'autre part, à l'impuissance. Dans cette nouvelle société, il faudra fournir à chacun le droit de participer aux décisions qui influent sur son milieu ainsi que la possibilité d'exercer une influence sur la réflexion dans tout domaine où il est disposé à consacrer le temps et l'énergie nécessaires pour y devenir compétent. Nous sommes à l'orée d'une époque où le droit qu'a une personne d'influer sur des décisions doit dépendre de sa compétence dans le domaine particulier de son activité; ce droit ne pourra se transférer dans d'autres secteurs où il ne possède ni qualité ni connaissances.

En second lieu, nous pouvons voir que le monde nouveau sera axé sur des procédés plutôt que sur des objectifs. L'homme occidental a toujours fixé des objectifs vers lesquels il devait tendre et a ainsi établi des moyens qui lui permettait de déterminer s'il progressait vers ses objectifs. Ainsi, par exemple, nous sommes convenus à l'origine qu'il était préférable d'avoir plus de biens et services que moins; nous sommes ensuite tombés d'accord sur des règles servant à mesurer la somme de biens et services; aujourd'hui, nous pouvons dire chaque année que la somme des biens et services disponibles s'est accrue et que nous nous sommes rapprochés, par conséquent, de notre objectif: un niveau de vie élevé. De même, nous avons inventé des règles servant à mesurer ce qu'est une bonne instruction; nous avons ensuite exigé que nos enfants agissent de façon à obtenir de bonnes notes d'après nos mesures et indépendamment de leurs besoins véritables; aujourd'hui, nous affirmons que nous en arrivons à compter une population plus instruite.

* *Technology*, Ed. Robert Theobald, Bobbs-Merrill, 1967.

BIEN-ÊTRE SOCIAL

(suite de la page 3)

Un monde axé sur des procédés est profondément à l'opposé d'un monde axé sur des objectifs. Les procédés signifient que nous déterminons les progrès d'une personne ou d'une collectivité en fonction de leur progression vers le modèle désiré. La progression est quelque chose, cependant, qui est forcément impossible à mesurer parce qu'on ne peut définir clairement l'état qu'il est désirable qu'une personne ou qu'une collectivité atteigne et parce que cet état ne cesse d'évoluer: il n'existe pas de point auquel il y a moyen de mettre fin à la transformation et où on peut soutenir que la perfection est atteinte. Il n'y a pas de transformation sans incertitudes ni risques; la culture axée sur des objectifs cherche essentiellement à éliminer les incertitudes et les risques, bien qu'elle ne puisse, bien entendu, jamais y arriver.

Chaque personne: un être unique

En troisième lieu — c'est un point qui se rattache intimement aux deux précédents — nous en viendrons à reconnaître que chaque personne est un être unique et que le processus éducatif général qui s'exerce sur elle toute sa vie durant doit l'aider à réaliser son unicité. Cela signifie qu'il ne faut imposer un système fixe à aucune personne, mais plutôt chercher à lui fournir le milieu affectif où elle puisse déterminer ses propres besoins et ressources. Notre système éducatif échoue presque complètement actuellement à répondre aux besoins de la personne parce qu'il vise à former des gens qui cadrent avec les nécessités du système d'un âge industriel qui est essentiellement déjà révolu.

L'acceptation du "caractère unique" de la personne fait peut-être partie de la grandiloquence d'aujourd'hui, mais il y est plus forfait que souscrit dans la pratique. Le corollaire de ce fait, cependant, est rarement mentionné, soit qu'il est maintenant possible et nécessaire de créer des collectivités présentant un caractère unique. En somme, l'âge industriel, fondé sur la production et le transport, a exigé une similitude toujours plus poussée entre les diverses villes du système afin que les échanges puissent s'effectuer avec le maximum de facilité. Nous sommes à l'orée de l'ère de l'information, ce qui non seulement permet mais même facilite différents styles de vie.

Un livre à lire, de Robert ARON

LA LUTTE DES CLASSES

ARON, Raymond, "La lutte des classes": Nouvelle leçon sur les sociétés industrielles. Chez Gallimard. 1964. 377 pages, Collection Idée. Format de poche.

Tout syndiqué, même le plus humble, doit être en mesure de comprendre les luttes syndicales et de se situer comme citoyen du monde à l'intérieur d'une société donnée. Cet ouvrage, très simple de Raymond ARON, permet de saisir un peu mieux le sens précis du genre de bataille qu'entend poursuivre le syndicalisme, tel qu'on le comprend et qu'on essaie de le vivre à la CSN.

ARON, sociologue français, est accessible à tous; dépouillé de tout jargon académique, il nous rend les idées, voire l'idéologie familière, quasi fraternelle, mais, détrompons-nous, il ne prend pas parti avec vigueur et passion, ce n'est pas un militant, c'est un observateur des réalités.

Il nous décrit cette réalité sous l'aspect de la division des classes dans nos sociétés industrielles. Il examine des situations comme celle de l'inégalité dans une économie en croissance. Il observe, entre autres, de quelle manière les classes parviennent au pouvoir par ce qu'il appelle l'examen de "la mobilité sociale et la circulation des élites".

Ce qui est commode et utile pour un militant syndical, c'est de pouvoir faire un choix décisif et peut-être définitif.

Après cette lecture, on est presque forcé de se demander quel type ou quel modèle de société vais-je contribuer à construire par mon action syndicale?

C'est ainsi que nous pourrions encourager de base me paraissent découvrir d'autres gens avec lesquels ils aimeraient vivre; c'est un point auquel je vais revenir.

Maintenant que j'ai dit tout cela, vous comprendrez pourquoi vos documents de base me paraissent déconcertants. Ils réussissent fort bien à faire le point de la situation actuelle et à signaler les obstacles au changement pour ce qui est des vues et structures politiques de l'heure, mais ils ne font pas, à moi du moins, pressentir les transformations profondes qui se produiront nécessairement d'ici dix ans.

(A suivre).

Est-ce que je vais militer dans les rangs d'un syndicalisme "porteur d'une vérité suprême qui remet en question le régime dans lequel nous vivons", comme dit ARON, ou bien est-ce que je vais faire uniquement de la revendication économique en vue de partager le gâteau de la croissance économique?

Par exemple, ARON se demande quelle forme et quel caractère prend la lutte pour la répartition du revenu national. Il constate, à l'analyse, (car c'est un analyste qui "choquera ceux qui aiment les dogmes et les doctrines") que le citoyen d'aujourd'hui est moins passif qu'autrefois, qu'il revendique mieux et plus fort, mais que, par ailleurs, les mouvements révolutionnaires diminuent et sont moins portés à la violence.

Plus loin, il étudiera, comment, dans nos sociétés industrielles, le syndicalisme peut supputer ses chances de devenir leader politique. Dans le même ordre d'idées, si la classe ouvrière parvenait à former un parti bien à elle, serait-elle vraiment au pouvoir comme classe, advenant la victoire du parti?

Non, répond ARON, puisqu'une minorité de la classe ouvrière sera au Parlement et qu'une majorité continuera à travailler dans les usines et dans les bureaux.

La lutte de classes: un livre à lire, surtout à l'heure où, au Québec, la réforme scolaire remet en question la notion des élites et réévalue tous les critères selon lesquels une société veut résoudre le grave problème de l'accessibilité de tous au pouvoir.

Jacques Archambault.

Ce livre est disponible dans chacun des bureaux régionaux de la CSN chez le directeur régional.

"Le Travail du Permanent" — Un aperçu hebdomadaire des questions qui intéressent les permanents de la CSN. Responsable: Paule Beaugrand-Champagne. Composé par l'atelier Typofilm Inc. à Montréal, et imprimé par "les Ateliers de la CSN", 1001, rue St-Denis, Montréal, 842-3181.